Former à partir des MARGES

Directrice adjointe de Solidarité Femmes Cécile **RUGIRA**

Mon parcours de formatrice est d'abord l'histoire d'un déplacement : de l'Afrique à la Belgique, de la réfugiée à la travailleuse sociale, de l'aliénée à la décoloniale. Après l'éducation populaire et la médiation interculturelle, l'intersectionnalité et les perspectives décoloniales deviennent ma boussole pour analyser comment genre, race, classe et statut migratoire s'entrecroisent et non s'additionnent, et surtout pour construire des réponses situées, capables de mettre en lumière les rapports de pouvoir et de soutenir des pratiques émancipatrices.



Je suis arrivée en Belgique comme demandeuse d'asile, en provenance d'Afrique subsaharienne. Mon intégration sociale et professionnelle s'est rapidement heurtée à plusieurs freins : diplômes non reconnus, racisme systémique, ethno stratification de la formation et de l'emploi. Pendant six ans, je me suis formée et j'ai travaillé, notamment comme article 60 et dans le secteur privé. Mais malgré mes efforts, le système me ramenait inlassablement aux mêmes types d'emplois, précaires et pénibles, sans perspectives d'évolution. À 40 ans, j'ai décidé de rompre avec cette assignation et je me suis mise en projet de reprendre des études supérieures, avec l'ambition d'accéder à un emploi moins pénible, mieux reconnu socialement et porteur de sens pour moi.

Trouver une institution universitaire qui me permette de continuer à travailler, avec des cours en soirée, tout en restant disponible pour ma famille, s'est apparenté à chercher un mouton à cinq pattes. C'est mon implication dans le tissu associatif qui m'a conduite à découvrir le master en politiques économiques et sociales de l'UCLouvain (FOPES). Conçue pour des adultes en reprise d'études, cette formation valorise les acquis de l'expérience plutôt que de se fonder uniquement sur l'équivalence de diplômes. Son organisation, cours le samedi et une seule soirée en semaine, ainsi que sa pédagogie centrée sur le travail de groupe, le co apprentissage et l'ancrage dans les expériences vécues, étaient particulièrement compatibles avec mes contraintes familiales et mes vulnérabilités.

Pratique de l'éducation populaire

Au terme de ce cursus, j'ai obtenu un poste au MOC-CIEP de Mons en tant qu'animatrice en éducation permanente, où j'ai découvert la pratique de l'éducation populaire, en travaillant avec des personnes d'origine étrangère, primo arrivantes ou installées de longue date. J'ai d'abord participé à des formations avant d'en animer moi-même.

J'ai débuté ma pratique comme formatrice en «interculturalité» pour un public de personnes d'origine

étrangère, en m'appuyant notamment sur les travaux de Margalit Cohen Émerique, visant à faciliter la rencontre entre cultures. Cette démarche s'articule en trois temps : d'abord la décentration, entendue comme la prise de conscience et la mise à distance de son propre cadre de référence culturel; ensuite la découverte et la compréhension du cadre de références de l'Autre; enfin la négociation ou médiation interculturelle en vue de construire un compromis respectueux des identités de chacun. Si cette approche m'a beaucoup apporté, j'en ai progressivement perçu les limites : en se focalisant sur les identités et la culture, elle tend à invisibiliser les rapports de pouvoir, le racisme, et autres formes d'oppression, qui structurent également ces interactions.


© Vanessa Bigoudis

L'intersectionnalité comme boussole

Le véritable tournant de mon parcours s'est produit avec ma rencontre des approches intersectionnelles, notamment à travers ma proximité professionnelle avec le mouvement féministe Vie féminine[1].

Conceptualisée par Kimberlé Crenshaw, l'intersectionnalité m'a permis de comprendre que les discriminations liées au genre, à la race, à la classe ou au statut migratoire ne s'additionnent pas, mais s'entrecroisent pour produire des formes spécifiques d'oppression. Elle constitue aujourd'hui pour moi une boussole pour appréhender concrètement la manière dont ces rapports de pouvoir se combinent dans les trajectoires de vie des personnes les plus marginalisées.

Ma participation depuis 2018 à la « Plateforme de décolonisation de l'espace et des esprits » de Mons a constitué une étape décisive dans mon appropriation des théories décoloniales, qui m'ont offert un cadre pour relier mon expérience de femme noire exilée en Occident et confrontée au croisement des dominations de genre, de race, de classe et de statut administratif de « femme migrante », à une analyse plus large des rapports de pouvoir hérités de l'histoire coloniale. Inscrite dans le sillage d'Aníbal Quijano, Walter Mignolo, María Lugones, Nelson Maldonado Torres, Catherine Walsh et Malcom Ferdinand, cette perspective permet d'appréhender la

colonialité du pouvoir, du savoir, du genre et, plus récemment, de la nature, comme des dimensions imbriquées d'un même dispositif de domination. Elle montre comment l'ordre colonial continue de structurer, ici et maintenant, les rapports sociaux, les politiques anti-migratoires et les institutions dépendants de ces politiques, en les inscrivant dans une histoire longue de hiérarchisation raciale, de sorte que les inégalités et les discriminations envers les personnes d'origine étrangère hors Europe ne peuvent plus être pensées comme de simples malentendus culturels ou dysfonctionnements individuels, mais comme l'effet de rapports de pouvoir historiques et persistants où s'entrecroisent race, genre, classe et statut migratoire.

Ma citoyenneté critique

Progressivement, ma démarche s'est déplacée d'une interculturalité surtout centrée sur l'adaptation des personnes migrantes à la société d'accueil – utile pour faciliter les premiers repères – vers une interculturalité plus critique et active. Sans renier l'apport de cette première approche, j'ai ressenti le besoin de l'élargir en travaillant davantage les rapports de pouvoir, le racisme et la colonialité qui traversent les rencontres. Cette évolution m'a conduite à parler de « citoyenneté critique », pour désigner une démarche qui vise non seulement à favoriser la rencontre, mais aussi à outiller les personnes pour analyser et transformer les systèmes qui produisent les inégalités.

Dans ce contexte, mon travail de formatrice s'adresse principalement à des professionnels et professionnelles qui accompagnent les publics les plus vulnérabilisés et spécifiquement les « personnes migrantes » (travail social, santé, accueil et intégration des migrants, insertion socioprofessionnelle, enseignement, éducation permanente, etc.). Leurs représentations, leurs cadres d'analyse et leurs marges de manœuvre ont des effets directs sur les droits effectifs, la dignité et le quotidien des personnes accompagnées. Il est donc particulièrement pertinent de les former, car elles et ils occupent des nœuds stratégiques où se concrétisent les politiques migratoires, les dispositifs d'aide et les pratiques institutionnelles.

Travailler sur les enjeux de colonialité, de racisation et de genre permet de déplacer le regard, de sortir d'une lecture psychologisante ou culturaliste des difficultés, et d'ouvrir des pistes pour transformer les pratiques et les institutions.

Des savoirs situés, jamais neutres

Aujourd'hui, ma manière de former s'ancre dans un point de vue pleinement assumé : celui d'une femme noire, réfugiée et travailleuse sociale. Dans le sillage de Patricia Hill Collins et de bell hooks, je refuse l'illusion de neutralité : les savoirs que nous produisons sont toujours situés, indissociables de nos trajectoires et de nos places dans les rapports sociaux. Ce positionnement n'est pas seulement théorique ; il constitue un levier pédagogique. Il permet de rendre visibles les rapports de pouvoir à l'œuvre dans les espaces de formation et d'ouvrir des possibilités pour que les professionnelles interrogent, à leur tour, leurs places, leurs responsabilités et leurs marges de transformation.

Ma pratique s'inscrit ainsi dans une praxis féministe, attentive à ce qui se dit, se ressent et se rejoue dans l'espace de formation. L'enjeu est de faire de ces moments des lieux de déplacement réel des regards et des postures.

Dans cette perspective, je mobilise notamment la notion d'« injustice épistémique » développée par Miranda Fricker, qui met en lumière les mécanismes par lesquels certaines personnes sont systématiquement moins crues, moins entendues et moins reconnues comme légitimes.

Concrètement, il s'agit d'amener les participantes à repérer leurs angles morts, à reconnaître à la fois leurs



© Massimo Bortolini

privilèges et leurs vulnérabilités, et à cultiver une posture d'humilité, entendue comme la capacité à se laisser enseigner par des expériences autres que les leurs. Pour cela, je mobilise des outils qui déplacent les échanges hors du registre défensif pour les inscrire sur le terrain de la responsabilité et de la justice sociale, dans l'esprit des pédagogies féministes.

Face aux résistances : confrontation et protection

Dans de nombreux groupes, en particulier lorsque la participation est demandée par la hiérarchie, ces enjeux suscitent toutefois des résistances importantes : déni, minimisation, parfois défense de systèmes oppressifs ou propos ouvertement racistes, suprémacistes, masculinistes, etc. Ma priorité est alors double : me protéger et protéger les personnes ciblées, en particulier les femmes racisées, tout en maintenant un espace de confrontation suffisamment sécurisé pour permettre de véritables déplacements, plutôt qu'une rupture purement défensive.

Je dois également composer avec les affects des personnes en position dominante (sentiments de culpabilité ou de honte, colère, ressentiment, peur de « mal faire » ou d'être accusées, lassitude face à ce qu'elles perçoivent comme des remises en cause répétées). Du côté des personnes dominées, en particulier des femmes racisées, émergent aussi des émotions fortes : colère, tristesse, fatigue, parfois découragement ou méfiance, mais aussi soulagement lorsque certaines réalités sont enfin nommées. Mon travail consiste à reconnaître ces affects sans les nier, tout en évitant qu'ils prennent toute la place : il s'agit de les transformer en matière de réflexion et de responsabilité partagée, plutôt qu'en frein au changement.

Ce travail est exigeant : j'écoute, j'absorbe, je contiens, j'expose aussi mon propre vécu comme matériau d'apprentissage, tout en faisant face à des tensions et à des formes de violence plus ou moins directes. Sans stratégies de protection, cela peut mener rapidement à l'épuisement, au stress racial chronique, voire au trauma racial, et entamer ma capacité à soutenir les processus d'émancipation des autres.

Partager la charge, se ressourcer

Pour faire face aux agressions et aux tensions que peuvent susciter des formations portant sur des enjeux sensibles



comme le racisme, le sexisme ou la colonialité, j'ai mis en place plusieurs dispositifs de protection. D'une part, je travaille souvent en duo avec une formatrice blanche alliée, qui reprend les contenus les plus susceptibles de provoquer de la résistance. Dans les moments de tension, c'est elle qui prend la parole pour nommer la dimension raciste ou sexiste d'une attaque et recentrer la discussion sur les enjeux structurels plutôt que sur ma personne. Cette configuration permet de partager la charge raciale, de limiter la personnalisation des conflits et de rendre visible que la critique de la blanchité et de la colonialité ne peut pas reposer uniquement sur les personnes racisées.

D'autre part, je m'appuie, hors travail, sur des espaces de ressourcement, de prière, de méditation et de non mixité, où il est possible de parler sans se censurer, de partager la fatigue et de cultiver la joie. Ces lieux de soutien sont essentiels pour ne pas se laisser briser par les tensions et pour continuer à tenir des espaces de confrontation sans s'y perdre.

Une pratique de formation féministe , antiraciste, et décoloniale ne peut pas se réduire à un « moment sympa » de sensibilisation, mais doit être pensée comme un véritable espace politique. Former dans ce contexte, c'est organiser une confrontation structurée avec les rapports de pouvoir, en donnant une place réelle aux récits minorés, aux émotions et aux conflits, non pour les étouffer, mais pour en faire des matériaux de compréhension et de transformation. Travailler sérieusement ces questions suppose d'articuler trois dimensions indissociables : l'intersectionnalité (qui analyse l'imbrication des oppressions), la justice épistémique (qui interroge qui parle , qui est cru, et qui est écouté) et la pédagogie critique (qui relie production de savoir et changement social).

Dans cette perspective, la protection n'est pas un détail, mais un véritable critère de qualité pédagogique : ce qui implique d'anticiper le cadre avec les institutions, de travailler en duo ou en équipe, de reconnaître la charge raciale et émotionnelle et de partager la responsabilité de la confrontation avec les personnes et structures privilégiées. Une formation réussie n'est pas seulement celle où les contenus sont solides ; c'est celle où les plus exposées ne paient pas le prix fort du « débat » et où la salle devient un lieu d'apprentissage, de réparation partielle et de lutte collective, plutôt qu'un espace de violences répétées recouvertes par le silence des institutions.

[1] Voir l'article de Noémie Emmanuel et Faïza Cherfi en pp. 12-15.